

Mars 2020

Commission Vérité et Réconciliation
Q.Kabondo, avenue du 13 octobre, n°16

Téléphone : +257 22 27 91 69
+257 22 28 07 06



Faites connaissance avec la Commission Vérité et Réconciliation du Burundi

La Vérité au service de la Réconciliation

N°7

VISITE DE L'OMBUDSMAN DU BURUNDI AU CHANTIER DE LA RUVUBU

La Commission Vérité Réconciliation (CVR) a clôturé formellement les travaux d'excavation des fosses communes se trouvant sur les sites de la colline Muremera dans la commune de Giheta (province Gitega).

A Nyabunyovu, le site comprenait 3 fosses communes dans lesquelles la CVR a exhumé 902 victimes des tueries de 1972.

Le Président de la CVR, Pierre Claver Ndayicariye a fait savoir que pour trouver ce site, la CVR s'est basée sur le renseignement humain. Il a souligné que seule la vérité pourrait conduire le Burundi vers une paix durable.

La CVR souhaite que la population burundaise comprenne le travail fait et qui n'a d'autres finalités que la connaissance de la vérité en vue d'une réconciliation effective.

Le site de Nyabunyovu est le troisième excavé par la CVR au cours du premier trimestre de l'année 2020 après celui de la vallée de la Ruvubu (côté commune Shombo de la province Karusi) et de Mashitsi dans la même commune de Giheta.

Dans ce numéro :

Mutaho: bureau communal et poste de police devenus lieux de rassemblement des victimes en 1972 2

Buhiga: des administratifs actifs dans la crise de 1972 3

Fin des exhumations de Mashitsi et de Nyabunyovu 4

Le 19 février 2020, l'Ombudsman du Burundi, Honorable Edouard Nduwimana a visité la Commission Vérité et Réconciliation pour se rassurer de l'état d'avancement des activités d'exhumation des restes humains des victimes de 1972 jetées dans des fosses communes à la colline Bukirasazi

Selon l'Ombudsman, les Burundais doivent confronter cette histoire de manière critique et honnête afin que la vérité puisse être révélée. Cela permettra aux Burundais de bien vivre ensemble. Il a lancé un appel vibrant à tous les Burundais afin que le travail de la CVR



Honorable Edouard NDUWIMANA, Ombudsman du Burundi (au milieu)

commune Shombo province Karusi, aux bords de la rivière Ruvubu. Il a apprécié le pas déjà franchi par la Commission et a appelé les Burundais à ne pas prendre ce travail à la légère.

Parmi les victimes, il y a des hutu, des tutsi, des politiciens, des militaires, des religieux, bref, toutes catégories de Burundais, a dit l'Ombudsman. Celui-ci a expliqué que le travail de la CVR ne vise pas à faire en sorte que l'un ou l'autre groupe se sente coupable, mais plutôt que tous les Burundais comprennent que c'est un travail fait à leur profit car la paix passe par la connaissance de la vérité.

"Un peuple qui oublie son passé est condamné à le revivre", a repris, l'Honorable Nduwimana, la citation de Winston Churchill, homme politique britannique, à deux reprises Premier ministre (1940-1945 et 1951-1955) en appelant les Burundais à ne pas ignorer cette histoire vraie qui a marqué l'année 1972 au Burundi.

ne soit pas banalisé vu qu'il y a déjà certains gens qui disent qu'il s'agit de rien d'autres que des montages réalisés par la Commission Vérité et Réconciliation.

"Plutôt, un travail qui libérera le peuple burundais vers une cohabitation pacifique"

C'est l'appréciation du Médiateur burundais sur le travail effectué par la CVR qu'il encourage fortement. Selon les enquêtes menées par la CVR, le site de la Ruvubu compte à lui seul 18 fosses communes dont 8 ont déjà été exhumées.

Cependant, le Président de la CVR, Amb. Pierre Claver Ndayicariye estime que ce nombre dépassera car, d'autres fosses communes sont encore signalées non loin de ce site. Il y en a qui sont signalées sous une motte de terre créée par la société SOGEA-SATOM lorsqu'elle était en train d'asphalter la Route Nationale n°12 (RN 12 Gitega-Karusi).

Plusieurs types d'objets

personnels ont été découverts dans les fosses communes de Ruvubu, Mashitsi et Nyabunyovu lors des travaux d'exhumations des victimes de la crise de 1972.

Des habits, des pièces d'argent, des anneaux de mariage (alliances), des bracelets en argent et en aluminium, des chapelets, ...

Une femme a pu reconnaître la denture de feu son père victime de la barbarie de 1972, grâce à la prothèse en dents d'or qu'il portait. La femme s'est effondrée en larmes.

En plus des effets personnels, des objets de torture ont été aussi exhumés: des balles de fusil de type FAL, des douilles, des cordes en raphia, des cordes en plastic, des couteaux, des barres de fer...

Aux sites de la Ruvubu, Mashitsi et Nyabunyovu, plusieurs autorités sont venues visiter les Commissaires, les Cadres et les Agents de la CVR à l'œuvre. Les mots souvent entendus: courage! Vous faites du bon travail! Vous exhumer la vérité cachée depuis près d'un demi siècle!

Au total, 152 témoins des événements de l'année 1972 et des fosses communes des trois localités se sont confiés à la Commission Vérité et Réconciliation. Leurs récits sont d'une rare précision sur les atrocités commises au grand jour. On apprend notamment que des victimes ont été enterrées encore vivantes.

La CVR a été heureuse d'entendre certains acteurs directs, d'anciens prisonniers qui ont participé au meurtre et à l'enfermement dans des fosses communes des victimes sur l'ordre des autorités administratives.

MUTAHO: BUREAU COMMUNAL ET POSTE DE POLICE DEVENUS LIEUX DE RASSEMBLEMENT DES VICTIMES EN 1972

Au chef-lieu de la commune Mutaho, à quelques mètres de l'actuel bureau communal, deux maisons d'habitation ont servi de centres de rassemblement des victimes en 1972. Après les avoir ligoté, les tortionnaires les envoyaient à la prison centrale de Gitega. La majorité de ces victimes étaient des fonctionnaires de l'État ainsi que des personnes nanties.

Lors des investigations menées en commune Mutaho, en province Gitega le 26 mars 2020 autour des événements de 1972, un groupe de Commissaires de la Commission Vérité et Réconciliation a recueilli le témoignage d'un certain XY qui faisait office de policier de garde du corps de Ndayikengurutse, Commissaire de Mutaho.

Cet ancien policier a déclaré que les personnes montées à bord du camion dudit Commissaire étaient en premier lieu des enseignants et des directeurs d'écoles en provenance de Gitongo. Selon ce témoin, le Commissaire Ndayikengurutse leur disait qu'une réunion avait été préparée à leur intention au chef-lieu de la province de Gitega. D'autres avaient été arrêtés à Bugendana en provenance de la localité de Mwirire de la zone Bugendana à l'époque.

Ce témoin, même s'il n'est pas précis sur la date des premières arrestations des fonctionnaires de l'Etat, il pense que c'était le premier lundi du mois de

mai. A cette époque, a-t-il dit, la pluie n'était pas abondante car, "j'avais passé toute la nuit de dimanche dans un endroit appelé Kumuzenga à bord du camion de ce Commissaire avant de s'embarquer pour Gitongo le lendemain", confie l'ancien policier en même temps mécanicien du camion de la commune Mutaho en 1972.

Ils étaient plutôt conduits à la prison centrale de Gitega

Toujours selon ce témoin XY, après avoir été rassemblés dans les deux bureaux à Mutaho, les victimes étaient alors directement emmenés vers la ville de Gitega où devait se tenir ladite réunion. Mais, en réalité il n'y avait pas de réunion prévue. "Tous étaient conduits à la prison centrale de Gitega ", a déploré le témoin. Parmi les victimes, il se souvient de quelques-uns: Gitunguru et Kaburaburyo, commerçants au marché de Mutaho en 1972 et résidant dans la localité de Mwitika.

Compte tenu de ce qui s'est passé, ce témoin appelle les Burundais à se réconcilier afin de ne plus revivre les événements douloureux comme ceux en 1972.

Willy Ntakarutimana

DES FOSSES COMMUNES AUX DIMENSIONS IMPRESSIONNANTES

Les fosses communes de Ruvubu, Mashitsi, Nyambeho ou Muremera étaient tellement grandes que l'une d'elles a pu contenir des victimes emmenées par 25 tours de camion. Un administrateur communal avait placé des gardiens pour éloigner toute personne qui tenterait de s'y rendre. Mais à un certain moment, les fosses communes dégageaient tellement de mauvaises odeurs que les populations environnantes s'en étaient plaintes.

Des camions bennes ont dû venir remplir de terre ces fosses. De la plus grande fosse commune, celle à qui la CVR a attribué le n°6 à la Ruvubu, il a été sorti **1.319 restes humains**. Elle a des dimensions impressionnantes de 10 m de longueur, 9,5m de largeur et 2,5m de profondeur.

BUHIGA: DES ADMINISTRATIFS ACTIFS DANS LA CRISE DE 1972

Le 1er Avril 2020, une équipe de Commissaires de la Commission Vérité et Réconciliation s'est rendue dans la commune de Buhiga de la province Karusi pour recueillir des informations en rapport avec la crise de 1972. Un témoin sur place a pointé du doigt l'administration locale de cette époque dans le rassemblement et le transport des victimes vers Gitega. Karusi était l'un des trois arrondissements de la province Gitega

Les témoignages recueillis dans le secteur de Karuri en commune Buhiga considèrent les événements de 1972 comme un crime organisé par le régime de l'époque. Un témoin qui s'est confié à la CVR a raconté que la plupart des victimes de 1972 ont été arrêtées par l'administrateur communal de l'époque qui les emmenait vers Gitega à bord de son camion baptisé "Ngeringeri" ou "Pfkawurira".

Cet administratif est aussi accusé d'avoir instrumentalisé des jeunes du mouvement JRR, passaient d'une école à une autre pour arrêter et ligoter les victimes, principalement des enseignants, leur exigeant sans discussion de monter à bord de son camion et de les emmener au bureau de la zone Buhinyuza, centre de rassemblement avant d'être conduit à la prison centrale de Gitega.



Bureau de la zone Buhiga, fin mars 2020

Les sources ajoutent que dans cette localité, de grands commerçants possédant déjà leurs propres voitures ont été enlevés avec ces éducateurs. D'autres ont été emmenés directement à Gitega sans toutefois transiter par le bureau de la zone Buhinyuza. «Nous avons visité tous les centres de détention de Karusi sans aucune chance de trouver les nôtres», a déploré un membre d'une famille sinistrée.

Le bureau actuel de la zone Buhiga dans la province de Karusi, qui était en 1972, le bureau communal servait également de centre de rassemblement des victimes de 1972 arrêtées à Buhiga et à Gitaramuka.

INFORMATIONS SUR LES FOSSES COMMUNES

Une trentaine de personnes ont pu donner à la CVR des informations très précieuses sur les fosses communes de la vallée de la Rubuvu, celles de Mashitsi, de Nyambeho et de Nyabunyovu.

D'après elles, ces fosses communes étaient neuves. Elles ont été creusées en 1972, en pleine crise, avec des machines bulldozers qui opéraient dès la petite matinée (vers 3h).

Ces fosses communes ont été dévoilées par les témoins du crime encore en vie ou retrouvées lors des travaux champêtres. D'après elles, les conducteurs de ces bulldozers ne parlaient pas kirundi et seraient des zairois qui travaillaient sur la route nationale n°12 en

core en chantier lorsqu'ils ont été détournés pour creuser ces tranchées.

Les anciens de Giheta, Shombo et Nyabikere ont gardé une triste mémoire de ces engins qu'ils sont surnommées humoristiquement « Samusoni » ou « nungubumwe ».

Les autorités provinciales et communales ont été vues par les témoins à Mashitsi et à Nyambeho à l'endroit où se trouvent les fosses communes, en mission de prospection puis de supervision des enterrements des victimes.

FIN DES EXHUMATIONS DE MASHITSI ET NYABUNYOVU

Samedi 04.04.2020, la Commission Vérité et Réconciliation a terminé les fouilles de 7 fosses communes des victimes de la crise de 1972, exhumées sur la colline de Mashitsi et sur la sous-colline de Nyabunyovu, colline Muremera, commune de Giheta, province de Gitega.

Malgré toutes ces activités de recherche de la vérité en vue de la paix et de la réconciliation, des informations erronées continuent de circuler quotidiennement accusant la CVR de ne traiter que des cas des événements de 1972 et de feindre d'ignorer d'autres périodes de crises.



Célébration de la messe à Mashitsi, le 4 avril 2020

Une messe de requiem en la mémoire des disparus a été célébrée. C'était aussi l'occasion pour la CVR de donner la lumière sur certaines informations liées à sa mission.

Plus de 1.971 restes d'ossements humains exhumés sur la colline de Mashitsi et 902 sur la sous-colline de Nyabunyovu, la colline de Muremera dans la commune de Giheta, province de Gitega, tel est le bilan fourni par Pierre Claver Ndayicariye, Président de la Commission Vérité et Réconciliation, qui reconnaît cependant que ces chiffres sont de loin inférieurs au nombre total des victimes, car il existe des ossements humains complètement écrasés et qui sont actuellement stockés dans des sacs mortuaires.

Pierre Claver Ndayicariye estime que le rôle de la communauté locale est très important dans l'identification de ces fosses communes et dont les fouilles nécessitent de la patience et le renseignement humain.

Lors de la messe de circonstance, un sentiment de douleur pouvait être lu sur le visage des chrétiens. Certains contenaient mal les larmes aux yeux. Les personnes contactées sur place, en particulier les jeunes, les yeux tournés vers des crânes déclassifiés, percés de balles ou de fils métalliques, avouent qu'ils n'avaient pas encore été informés sur la crise de 1972, n'eut-été ce travail de la CVR chez-eux.

“Les personnes qui confinent la CVR dans la seule année 1972 veulent détourner la population du chemin de la vérité et de la réconciliation”.

C'est ce qu'a déclaré Pierre Claver Ndayicariye, Président du CVR, en présence d'une foule nombreuse venue participer à la messe à Mashitsi.

Tenant compte de ces allégations, Amb. Ndayicariye a rappelé que la mission de CVR couvre la période de 1885 à 2008. Avant de lancer des travaux d'exhumation des restes humains près de la rivière Ruvubu, Mashitsi et Nyabunyovu, a expliqué le n°1 de la CVR, la Commission a procédé à l'excavation d'autres fosses communes dans le quartier de Kamenge à Bujumbura et dont les victimes datent du début de la guerre civile de 1993 à 1996.

Il a ajouté le cas de la crise de 1996 dans la commune Musigati de la province Bubanza où les victimes ont été tuées en plein jour au marché de la localité, ainsi que celui de la commune Marangara de la province Ngozi où près de la rivière Ndurumu des victimes de 1993, 1994 et 1995 ont été exhumées.

Ainsi, le Président de la Commission Vérité et Réconciliation demande à la population de fournir à la CVR des informations sur tous les événements que le pays a connus afin de trouver la vérité au service de la Réconciliation, de la paix, de la justice et des droits de l'homme au Burundi.

La CVR a déjà exhumé jusqu'à ce jour plus de 7.348 restes d'ossements humains près de la rivière Ruvubu qui sépare la commune de Giheta de la province de Gitega et celle de Shombo de la province de Karusi.

Willy Ntakarutimana/ Gérard Mfuranzima